



Union
syndicale
Solidaires

Communiqué de presse

Paris, le 22 avril 2021

Quatre jours avant la reprise, les annonces de Blanquer toujours largement insuffisantes

Le gouvernement a eu trois semaines pour préparer la réouverture des écoles, qui aura lieu dans quatre jours. Ce soir, le gouvernement nous présente son plan de réouverture des écoles et établissements alors même qu'il est obligé d'admettre que la situation sanitaire a peu évolué.

Les annonces concernant le déploiement des tests salivaires et auto-tests pour les personnels et les élèves n'inspirent aucune confiance. Voilà en effet un an désormais que le ministre Blanquer répète qu'une campagne de dépistage massive est sur le point de débuter. Chacun-e a pu constater que cela n'a jamais été le cas. Jean Castex annonce une montée à 400 000 tests réalisés par semaine au maximum et Blanquer 600 000, quand les élèves sont plus de dix millions dans le primaire et le secondaire, et les livraisons d'auto-tests ne sont pas prévues en collège. Qui plus est, le ministère s'est montré particulièrement flou sur les modalités de formation des élèves et des personnels.

Dans ces conditions, la règle de la fermeture des classes dès le premier cas risque de manquer son objectif. De même, les modifications continues des protocoles sanitaires laissent envisager de nouveaux changements qui correspondront plus à l'aveuglement du ministre qu'à la réalité de la situation sanitaire dans les établissements.

De même, l'annonce de la reprise en demi-jauge dans les collèges de certains départements en classe de 4e et 3e, qui plus est réduite à une liste limitative dans les départements, relève à nouveau du trucage, destiné uniquement à l'affichage. SUD éducation exige de véritables demi-groupes en collège, pour lesquels les personnels s'étaient déjà mobilisés massivement en octobre dernier.

Dans le premier degré, au lieu de recruter des personnels enseignants pour remplacer les enseignant-e-s absent-e-s, le ministre invite les élèves à rester chez eux et chez elles.

En ce qui concerne la vaccination, le Premier ministre n'avait rien à annoncer : les personnels ne seront toujours pas prioritaires. Seuls les personnels âgés de plus de 55 ans, c'est-à-dire seulement 13,26 % des personnels, sont concernés. Certaines catégories de personnels sont exclues de la mesure, comme les AED, les PsyEN ou les CPE. Le

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org



gouvernement met en danger la santé des personnels en rouvrant les écoles le 26 avril dans ces conditions.

Les enseignant-e-s du second degré s'apprêtent le 26 avril à retrouver le chemin de l'enseignement à distance, toujours sans matériel mis à disposition par l'employeur et dans le cadre d'environnements numériques de travail dont on peut penser qu'ils ne tiendront pas plus la charge que lors de la semaine du 5 avril. Le ministère anticipe déjà l'incapacité des systèmes à tenir la charge, en demandant aux personnels de limiter l'envoi de messages aux élèves, et aux élèves comme aux personnels de se déconnecter fréquemment. Il recommande l'usage de la classe à la maison (CNED) alors qu'il disposait d'un an pour préparer au mieux l'enseignement à distance.

Face à cette incurie du ministère, les personnels et au premier chef ceux du premier degré qui reprendront en présentiel dès le 26 avril, auront toute légitimité à se considérer en danger.

- **Partout où cela sera nécessaire, SUD éducation appuiera les équipes qui choisiront de se mettre en droit de retrait ou de faire grève pour obtenir satisfaction sur leurs revendications. SUD éducation met ainsi à disposition des équipes son préavis de grève.**
- **Dès à présent, SUD éducation appelle les personnels à anticiper la reprise en organisant des Assemblées générales pour faire le point sur la situation et établir leurs revendications.**
- **SUD éducation appelle enfin à signer et à faire signer massivement la pétition intersyndicale "Pour la reprise du 26 avril : il faut agir rapidement".**

Pour faire face à la crise de manière durable, il s'agit au-delà de ces revendications immédiates de recruter massivement pour permettre une baisse des effectifs sans diminution des heures de cours en présentiel. C'est le sens du plan d'urgence pour l'éducation que revendique SUD éducation depuis le printemps 2020 et pour lequel une mobilisation d'ampleur est plus que jamais nécessaire.